EVS : toujours 30 000 personnes sans solution

Alors que depuis le 1° juillet, 30000 EVS se retrouve sans emploi, la mobilisation a enfin fait réagir le gouvernement . Même si l'annonce en a été faite tardivement, nous prenons acte de la décision du Ministre de l'Éducation Nationale de demander à l'Inspection Générale de pratiquer un audit des dispositifs de formation et de validation de compétences dont ces personnes ont bénéficié dans le cadre de leurs contrats. Cette mission permettra également de mesurer les conditions d'insertion professionnelle des personnes concernées.
Cette mesure répond à l'une de nos revendications et confirmera le peu d'engagement dont on fait part, jusqu'à présent, les ministères concernés.

Pour autant, l'incertitude reste totale pour la grande majorité des 30 000 EVS arrivés au terme des possibilités contractuelles de renouvellement le 30 juin dernier.
Nous nous sommes publiquement adressés au Président de la République pour lui demander d'intervenir pour permettre à ces salariés de bénéficier d'un suivi personnalisé, de l'étude de toutes les solutions de réemploi possibles, de formations donnant accès à un véritable parcours d'insertion professionnelle. Nous continuons d'exiger que l'ensemble des EVS bénéficient d'un réemploi à la prochaine rentrée scolaire.

Nous réitérons notre appel et confirmons notre disponibilité à rencontrer le Président de la République. L'État se doit de montrer le bon exemple; il ne peut laisser 30 000 personnes sans solution.

Thierry Cadart, Secrétaire Général du SGEN-CFDT.
Christian Chevalier, Secrétaire Général du SE-UNSA.
Gilles Moindrot, Secrétaire Général du SNUipp-FSU.
Patrick Désiré, Co-secrétaire Général de l'UNSEN-CGT.
Murielle Michelin, Présidente de l'UNCEVS.

Paris le 06/07/09